

Téléphone fixe en cellule : « Un faux débat » ?!



Le journal « Le Monde » a révélé, hier, par voie de presse, l'appel d'offre publié fin Novembre par l'Administration Pénitentiaire et le Ministère, concernant la mise en place de téléphone fixe directement en cellule. La date limite de réponse pour les entreprises souhaitant obtenir le marché public est fixée au 8 janvier 2018. Cet appel d'offre concerne la dotation de la fourniture et son installation, la mise en œuvre et son exploitation sur près de 178 établissements pénitentiaires soit un peu plus de 50 000 cellules.

Une première expérience avait vu le jour, depuis le mois de Juillet 2016, au Centre de Détention de Montmédy. L'Administration Pénitentiaire a donc fait le choix de généraliser cette expérimentation sur presque l'ensemble du parc immobilier pénitentiaire.

Si on ne peut que regretter le manque de concertation autour de cette question, comme pour beaucoup d'autres d'ailleurs, la CGT Pénitentiaire ne voit pas cette généralisation d'un « si mauvais œil ».

En effet, lors de la précédente annonce faite par la Ministre de la Justice, Nicole BELLOUBET, au mois d'Août 2017, sur la mise en place potentielle de téléphone portable bridé, la CGT Pénitentiaire s'était montrée défavorable à tel procédé pour de multiples raisons (aucune sécurité autour des communications ; vidéos ; accès internet, etc...), mais ce changement de cap, nous semble aller dans le bon sens.

Un débat similaire avait été ouvert, il y a quelques années, sur la mise en place des télévisions dans les cellules ou encore l'installation de cabines téléphoniques (système SAGI) au sein des détentions. Bon nombre d'acteurs pénitentiaires s'était alors montré plutôt hostile à un tel processus et, aujourd'hui, plus personne ne remet en cause ses bienfaits.

La CGT Pénitentiaire n'est jamais entrée dans le jeu du populisme, comme certaines organisations syndicales, et s'est toujours exprimée en faveur du maintien des liens familiaux, extrêmement important dans la gestion quotidienne de la population pénale. Et cette décision viendra, de fait, renforcer ce maintien des liens familiaux, évitant ainsi de multiples conflits que pouvez occasionner les difficultés de passage au point « phone ».

De plus, pour que ce dispositif soit ainsi efficace, il est impératif que l'administration négocie le coût des communications, permettant ainsi au plus grand nombre de personnes détenues de pouvoir en profiter.

Pour la CGT Pénitentiaire, la sécurité de nos collègues et de nos établissements étant primordiale, elle restera vigilante quant aux modalités d'application de cette mesure. Des contrôles sur les numéros utilisables et sur les communications devront être réalisés, et ce n'est pas le manque criant d'effectifs sur nos détentions qui aidera ce contrôle. Les moyens humains doivent donc être mis en place à la hauteur des enjeux d'un tel dispositif.

Enfin, si la CGT Pénitentiaire est persuadée du bien-fondé du téléphone fixe en cellule sur le maintien des liens familiaux, elle l'est beaucoup moins sur celle visant à dire qu'elle agira significativement sur l'intrusion illicite des téléphones portables en prison.

Sur ce point, la généralisation de brouilleurs efficaces et fonctionnels est impérative afin de rendre plus sûre nos détentions.

Montreuil, le 3 Janvier 2018